



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE



# APPEL A PROJETS ET CRITERES DE SELECTION

## Initiative pour l'emploi des jeunes en Seine-Saint-Denis 2016

AU TITRE DU VOLET DECONCENTRE

EN ILE-DE-FRANCE

DU PROGRAMME OPERATIONNEL  
NATIONAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE  
L'INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES  
EN METROPOLE ET OUTRE-MER 2014-2015

DIRECCTE ILE-DE-FRANCE  
Département du Fonds social européen  
19-21 rue Madeleine Vionnet  
93300 AUBERVILLIERS

★ POUR UNE GARANTIE EUROPÉENNE POUR LA JEUNESSE AVEC L'INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES ★



Ce programme  
est cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Date de lancement de l'appel à projets**

[16/06/2016]

Toute question relative à l'appel à projets peut être posée à l'adresse suivante : [idf.departement-fse@direccte.gouv.fr](mailto:idf.departement-fse@direccte.gouv.fr)

**Date de limite de dépôt des candidatures**

16 septembre 2016

La demande de concours est obligatoirement à remplir et à déposer sur le site Ma Démarche FSE

(Entrée « programmation 2014-2020 »)

<https://ma-demarche-fse.fr/demat>

## Table des matières

1. DIAGNOSTIC ET OBJECTIFS GENERAUX .....	5
2. ORIENTATIONS 2016.....	6
2.1. Objectifs .....	6
2.2. Typologie d’actions .....	7
2.2.1. Lignes de partage régionales.....	7
2.2.2. Actions éligibles.....	8
2.2.3. Actions inéligibles.....	10
2.3. Publics cibles .....	10
2.4. Typologie d’organismes porteurs de projets .....	11
3. CRITERES DE SELECTION .....	12
3.1. Introduction .....	12
3.1.1. Réglementation applicable.....	12
3.1.2. Architecture de gestion .....	12
3.2. Règles communes de sélection et d’éligibilité des opérations .....	13
3.2.1. Sélection des opérations .....	13
3.2.2. Éligibilité des opérations .....	14
3.2.3. Réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires .....	16
3.3. Critères de sélection spécifiques à tous les projets relevant de l’autorité de gestion déléguée.....	17
3.3.1. Période de réalisation .....	17
3.3.2. Montant de la subvention FSE+IEJ .....	17
3.3.3. Nature des dépenses éligibles.....	18
3.4. Principes horizontaux.....	18
4. DEPOT DES DEMANDES DE CONCOURS .....	19
4.1. Une plateforme unique de dépôt en ligne : Ma démarche FSE.....	19
4.2. Accompagnement dans le dépôt du projet .....	20
4.3. Calendrier.....	20
4.4. Contacts .....	20
Annexes .....	21

## **CADRE D'INTERVENTION**

### **AXE PRIORITAIRE 1**

ACCOMPAGNER LES JEUNES NEET VERS ET DANS L'EMPLOI

**OBJECTIF THEMATIQUE 8 :** PROMOUVOIR L'EMPLOI DURABLE ET DE QUALITE ET SOUTENIR LA MOBILITE DE LA MAIN D'ŒUVRE

**Priorité d'investissement 8.2 :** *Intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse.*

► **Objectif spécifique unique :** Proposer une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage par un repérage précoce, un accompagnement personnalisé ou des opportunités d'insertion professionnelle aux jeunes NEET (Neither in Employment nor in Education or Training).

# 1. DIAGNOSTIC ET OBJECTIFS GENERAUX

Traduction de l'engagement de l'Union européenne à agir en faveur de l'emploi des jeunes, l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) vise à offrir un parcours d'insertion professionnelle et sociale aux jeunes Européens les plus en difficulté. Elle doit concourir à la mise en œuvre de la Garantie européenne pour la jeunesse, selon la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 22 avril 2013 sur l'établissement d'une garantie pour la jeunesse (2013/C120/01). Le Plan français de mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse a été transmis à la Commission européenne le 20 décembre 2013.

Il s'agit de proposer à ces jeunes un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage, dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou de leur sortie de l'enseignement formel.

L'IEJ vise ainsi tous les jeunes âgés de moins de 26 ans sans emploi et ne suivant ni études ni formation (dénommés NEET<sup>1</sup>), résidant dans les régions éligibles, et qui sont inactifs ou chômeurs (y compris les chômeurs de longue durée), qu'ils soient inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi.

Dans le cadre de cette stratégie européenne et conformément au Plan français de mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse, les crédits alloués à la France au titre de l'IEJ sont mobilisés pour le renforcement de l'activation et de l'intervention précoce et pour permettre à un plus grand nombre de jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation de bénéficier des dispositifs d'accompagnement et d'actions de formation.

L'architecture de gestion de l'IEJ est partagée, selon le même schéma que le FSE, entre l'Etat et les Régions. L'IEJ est mise en œuvre de la façon suivante :

- Un programme opérationnel national IEJ en date du 3 juin 2014, approuvé par la Commission européenne, lequel couvre l'ensemble de la métropole et des départements d'Outre-Mer, comprenant un volet national et des actions déconcentrées ;
- Des axes prioritaires intégrés aux PO régionaux FEDER/FSE par les conseils régionaux.

L'IEJ se traduit par un abondement de crédits pour les régions dans lesquelles le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25%, avec une flexibilité de 10% maximum des crédits pouvant être répartis dans des zones infrarégionales. En Île-de-France, selon l'arbitrage national rendu en la matière, **seul le territoire du département de la Seine-Saint-Denis (93) est concerné.**

En effet, les jeunes âgés de 15 à 25 ans révolus de Seine-Saint-Denis se distinguent des jeunes franciliens dans leur ensemble par une forte surreprésentation au sein des inactifs non scolarisés et par des conditions d'emploi plus dégradées : alors que les jeunes de 15 à 24 ans de Seine-Saint-Denis représentent 13,3% des jeunes franciliens, ils représentent 20,4% des jeunes inactifs franciliens ou NEET soit 10 180 jeunes séquois-dyonisiens en 2010.

Au seul niveau départemental, les NEET représentent 5% des jeunes de 15 à 24 ans (un des taux les plus élevé de tous les départements français métropolitains) contre seulement 3,3% au niveau régional.

---

<sup>1</sup> NEET: *Neither in Employment nor in Education or Training.*

Le territoire abrite une concentration importante des jeunes chômeurs sur le département (19,0 % des jeunes chômeurs franciliens et 13,8 % jeunes actifs franciliens, soit 27 000 jeunes chômeurs qui habitent en Seine-Saint-Denis en 2010).

La mise en œuvre d'actions spécifiques à destination des jeunes NEET du département de la Seine-Saint-Denis représente un enjeu important, tant dans une perspective d'inclusion sociale et de lutte contre la pauvreté que pour des motifs économiques. Il s'agit, en effet, d'apporter une réponse aux difficultés économiques et sociales auxquelles se trouvent confrontée une partie des jeunes du département de la Seine-Saint-Denis, mais également de renforcer à plus long terme la compétitivité économique ce qui suppose de pouvoir s'appuyer sur des jeunes formés et qualifiés dans des secteurs porteurs de croissance et d'emploi.

## 2. ORIENTATIONS 2016

### 2.1.Objectifs

#### RAPPEL DU PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL

*PI 8.2 : Intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse.*

**Objectif spécifique unique (OS unique) : Proposer une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage par un repérage précoce, un accompagnement personnalisé ou des opportunités d'insertion professionnelle aux jeunes NEET.**

**Les actions cofinancées en Seine-Saint-Denis pour la période 2016-2017 doivent porter sur des actions d'accès à l'emploi.**

Conformément aux recommandations de la garantie européenne pour la jeunesse, les jeunes *NEET*, sitôt après leur repérage, doivent bénéficier d'un accompagnement suivi et personnalisé, afin de sécuriser leur intégration dans un parcours vers l'emploi, en leur proposant une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage à travers les axes suivants :

- L'accompagnement personnalisé :

L'objectif est d'augmenter le nombre de jeunes NEET bénéficiant d'un accompagnement et d'un suivi renforcé sur l'ensemble du territoire de la Seine-Saint-Denis. Les projets doivent favoriser une intégration professionnelle durable et de qualité au terme du parcours vers l'emploi.

Les projets doivent correspondre à des actions d'accompagnement social et professionnel renforcé, global et intégré. Ils devront contribuer à renouveler les modalités d'accompagnement mises en œuvre dans le cadre des dispositifs existants, en particulier le CIVIS renforcé, ou dans le cadre de dispositifs

nouveaux et expérimentaux. Sont notamment attendues une augmentation des mises en situation professionnelle et des immersions des jeunes NEET à l'occasion de leur parcours d'accompagnement.

L'accompagnement proposé au jeune doit être individualisé. Cela requiert un diagnostic de la situation du jeune au moment de son entrée sur le dispositif, de façon à définir les modalités et les objectifs de son parcours au sein du dispositif. La modularité l'intensité des actions d'accompagnement seront à adapter selon le degré d'éloignement du jeune NEET par rapport au marché du travail. Le parcours progressif ainsi défini devra être co-construit et ajusté avec le jeune. Cet accompagnement doit faire l'objet d'un engagement formalisé entre le jeune et la structure accompagnante.

L'accompagnement peut être constitué d'actions visant l'identification et la valorisation des points forts et des compétences acquises par le jeune, y compris des compétences non professionnelles et non techniques (sport, culture, expression, sens du travail en équipe...), transférables aux situations professionnelles.

- Des opportunités d'insertion professionnelle, grâce à l'acquisition de compétences par l'immersion en milieu professionnel :

La structure bénéficiaire doit avoir pour objectif de multiplier les opportunités d'insertion professionnelle, grâce à l'acquisition de compétences valorisées à l'occasion de périodes d'immersion dans le monde professionnel.

L'objectif est de créer des liens directs, immédiats et privilégiés entre les jeunes et les employeurs, non seulement comme vecteur du développement de l'autonomie sociale et professionnelle du jeune accompagné, mais aussi comme facteur de développement économique du territoire.

Cette modalité d'intervention permet de révéler les qualités et les capacités de l'individu en situation professionnelle sans imposer, a priori, la nécessité d'être formé. Il s'agit ici de faire du travail et de la mise en situation professionnelle une modalité de qualification et d'autonomie pour les NEET qui entrent sur le marché du travail.

## ***2.2. Typologie d'actions***

### **2.2.1. Lignes de partage régionales**

L'appel à projets IEJ du volet déconcentré du PO IEJ est établi en tenant compte des lignes de répartition concertées avec le Conseil Régional, conformément à l'arbitrage du gouvernement sur l'architecture de gestion de l'IEJ. L'accord du 17 février 2015 entre l'Etat et la Région d'Ile-de-France est disponible sur le site [www.europeidf.fr](http://www.europeidf.fr).

En matière d'IEJ, il prévoit les lignes de partage suivantes :

- **Compétence de la DIRECCTE sur le volet déconcentré francilien du PO IEJ :** pourront être cofinancées les actions d'accès à l'emploi (préparation à l'emploi, préparation aux entretiens d'embauche, culture d'entreprise, relations avec les entreprises, intermédiation, accès à l'apprentissage, soutien à la mobilité et à l'installation des apprentis).
- **Compétence du Conseil régional sur le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020, au titre de l'IEJ :** pourront être cofinancées les actions de repérage, de formations pré-qualifiantes et qualifiantes, d'apprentissage, et d'accompagnement à la création d'activité.

Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis est organisme intermédiaire de l'autorité de gestion régionale sur le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020, au titre de l'IEJ.

Les actions de repérage relèvent du champ d'intervention du Programme Opérationnel Régional FEDER-FSE 2014-2020. Elles ne sont pas éligibles au titre du présent appel à projets, ce qui suppose que les jeunes qui sont accompagnés dans le cadre des actions cofinancées ont été préalablement repérés en tant que NEET.

### 2.2.2. Actions éligibles

#### Assistance aux personnes uniquement

Au titre du volet déconcentré en Ile-de-France du PO IEJ, les actions pouvant être cofinancées sont :

- des actions d'accompagnement professionnel et social renforcé, global et intégré par la structure accompagnante ...
- ... qui ont pour objectif d'amener le jeune, à l'issue de l'accompagnement, dans une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage

A partir d'un diagnostic partagé établi préalablement avec les partenaires référents ayant repéré et orienté le jeune vers la structure accompagnante, les actions proposées doivent s'insérer dans au moins l'une des 3 étapes suivantes :

- Etape 1 : La redynamisation par l'approche collective facilitant l'acquisition des savoirs fondamentaux

L'approche collective doit s'articuler autour d'actions permettant de travailler les **compétences sociales et professionnelles** qui peuvent servir d'appui à l'utilisation et la **maîtrise de savoirs de base** (lecture, écriture, calcul, raisonnement logique) et à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC).

- Etape 2 : La valorisation des compétences existantes ou à faire émerger par la formalisation d'un socle de compétences transversales élargissant ainsi les perspectives d'orientation

Les **compétences transposables** du jeune NEET doivent être identifiées pour permettre à la fois la construction d'un projet professionnel, un accompagnement adapté et la mobilisation des dispositifs appropriés en vue de créer une dynamique vers l'emploi partagée entre le conseiller et la personne.

- Etape 3 : La multiplication des opportunités professionnelles

En amont, les opportunités professionnelles sont favorisées, d'une part, par la **préparation à l'emploi**, aux **entretiens d'embauche** et à la **culture d'entreprise** et d'autre part, par l'**intermédiation** et le **développement de la relation avec les entreprises**.

En aval, elles sont aussi favorisées par toute forme de **mise en situation en milieu professionnel** (immersion) ou toute forme de mise en situation de travail y compris de



courte durée, en vue de **développer la culture professionnelle** du jeune, de le familiariser avec la vie en entreprise et de lui permettre d'acquérir un socle de compétences lui permettant d'être opérationnel à court terme.

Cet accompagnement peut inclure du **parrainage**, qui vise à faciliter l'accès et/ou le maintien dans l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, en les faisant accompagner par des personnes bénévoles assurant un rôle de parrain et disposant d'un réseau professionnel actif.

Enfin, pour optimiser ces opportunités et prévenir les ruptures du parcours d'accompagnement, la structure renforcera le **suivi en emploi**.

Exemples d'actions pouvant être cofinancées sur l'appel à projets (non exhaustif)		A noter
Techniques de recherche d'emploi (TRE)	Immersion en entreprise : stage, mise en situation en milieu professionnel	<p>L'accompagnement peut comprendre <b>une combinaison d'actions individuelles ou collectives</b>.</p> <p>Les actions de <b>préparation à l'alternance, à l'apprentissage ou à la formation</b> sont éligibles en complémentarité avec les actions de la Région d'Ile-de-France. L'installation des apprentis (achat des premiers matériels) peut être soutenue.</p> <p>Les actions de <b>soutien à la mobilité</b> (aide au permis de conduire) sont éligibles si la structure accompagnante justifie qu'elles sont un prérequis à l'accès à l'emploi, au regard du projet professionnel de chaque jeune <i>NEET</i>.</p> <p>Les actions de <b>mobilité géographique</b> sont éligibles si le séjour de mobilité a lieu dans un pays de l'Union européenne, s'il constitue une étape du parcours et participe directement à favoriser une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage.</p> <p>L'accompagnement peut concerner des <b>jeunes NEET diplômés</b> dès lors que la structure accompagnante a identifié des freins spécifiques pour l'accès au marché du travail et qu'un dispositif adapté est proposé.</p>
Parrainage / tutorat	Intermédiation	
Développement et valorisation des compétences non techniques	Remobilisation / remise à niveau / acquisition de savoirs fondamentaux	
Préparation aux entretiens d'embauche	Valorisation des compétences transversales	
Culture d'entreprise / codes de l'entreprise	Utilisation des outils numériques de recherche d'emploi	

### 2.2.3. Actions inéligibles

La mise en œuvre de l'IEJ sur le territoire de la Seine-Saint-Denis ne relève pas exclusivement de la DIRECCTE au titre du volet déconcentré du PO IEJ. Le Conseil régional dispose de crédits IEJ au titre du PO FEDER-FSE 2014-2020 et le Conseil département de Seine-Saint-Denis intervient comme organisme intermédiaire de la Région Ile-de-France. Enfin, certains dispositifs sont financés par le volet central dans le cadre du PO IEJ: accompagnement intensif des jeunes de Pôle emploi (AIJ), accompagnement APEC, formation des emplois d'avenir, Garantie jeunes.

Il n'est pas possible de cofinancer un projet qui relèverait à la fois de la compétence de la DIRECCTE Ile-de-France et du Conseil régional au titre de l'IEJ. Sont exclues au titre de l'appel à projets les actions de repérage, de formation pré-qualifiante ou qualifiante, l'apprentissage, l'accompagnement à la création d'activité et l'entrepreneuriat.

Pour favoriser les logiques de parcours tout en sécurisant les opérateurs, il est possible pour une structure de solliciter plusieurs financements IEJ et/ou FSE dans les conditions fixées par **la fiche « cumul cofinancement FSE-IEJ »** transmise dans le FIE du 4 mars 2016 et disponible en annexe.

**Seuls des projets d'appui aux personnes seront financés dans le cadre de l'appel à projets.** Les actions d'appui aux structures (mise en réseau des structures accompagnantes, ingénierie de formation, développement de nouveaux outils, ...) ne sont pas éligibles à l'IEJ.

Le cofinancement par l'IEJ et par le FSE des **opérations de type forum et des opérations de sensibilisation** est exclu, compte tenu de la difficulté de mesurer précisément l'impact de telles opérations sur la situation des publics bénéficiaires face à l'emploi et de justifier de l'effet levier de l'intervention de l'IEJ.

**Les actions d'accompagnement qui n'ont pas de portée professionnelle**, c'est-à-dire qui n'ont pas pour objectif principal une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage (action d'épanouissement personnel ou culturel, d'aide à la mobilité, d'*empowerment*, ...) ne sont pas éligibles.

## 2.3. Publics cibles

**Les participants aux opérations cofinancées au titre du présent appel à projets doivent obligatoirement être des jeunes de moins de 26 ans qui résident en Seine-Saint-Denis et qui répondent aux critères NEET au moment de leur entrée dans l'action.**

Les jeunes NEET éligibles aux actions répondent aux caractéristiques suivantes :

- Ils sont **résidents du département de la Seine-Saint-Denis** ou peuvent justifier d'une **domiciliation effective dans le département de la Seine-Saint-Denis** au moment de l'inscription dans l'action ;
- Ils sont âgés de **moins de 26 ans** au moment de l'entrée dans l'opération cofinancée ;
- Ils ne **sont pas en emploi**, c'est à dire répondent aux conditions des demandeurs d'emploi de catégorie A sans qu'il soit nécessaire d'être inscrit à Pôle Emploi ;

- Ils ne sont **pas en éducation** et ne sont donc pas inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire ou universitaire, ou sont repérés comme décrocheurs par l'éducation nationale;
- Ils ne sont **pas en formation**, c'est-à-dire ne suivent aucune formation au moment de la prise en charge.

**Les jeunes qui bénéficient des dispositifs de la Garantie Jeunes ou du service civique ne peuvent être simultanément dans une opération cofinancée sur le présent appel à projets.**

#### *2.4. Typologie d'organismes porteurs de projets*

Porteurs de projet admis	Porteurs de projet non admis
Partenaires du service public de l'emploi entendu au sens large  Collectivités territoriales et établissements publics  Associations  Syndicats professionnels  Autres organismes publics ou privés menant des actions d'accès à l'emploi  Partenaires du monde économique  Organismes intermédiaires du PO Régional FEDER-FSE 2014-2020 sous réserve de la mise en place d'une comptabilité séparée garantissant la traçabilité et l'absence de chevauchement avec les crédits gérés en délégation de gestion	Opérateurs financés au titre du volet central du PO IEJ : Agence du Service civique, Pôle emploi         Conseil régional d'Ile-de-France en sa qualité d'autorité de gestion         PLIE et organismes intermédiaires pivots dont les actions relèvent de l'axe 3 du PON FSE 2014-2020

## 3. CRITERES DE SELECTION

### 3.1.Introduction

Il appartient à l'autorité de gestion déléguée de proposer au comité régional de suivi inter-fonds (CRSI) de définir des critères de sélection spécifiques pour les opérations susceptibles d'être financées au titre du volet déconcentré en Ile-de-France du programme opérationnel national (PON) pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) en métropole et outre-mer.

Les critères de sélection figurant dans le présent appel à projets ont été présentés pour consultation écrite et validés par le CRSI le 16 juin 2016.

#### 3.1.1. Réglementation applicable

Les règlements et textes nationaux applicables aux fonds structurels européens dont le Fonds social européen sont les suivants :

- **Règlement (UE) n°1303/2013** du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil.
- **Règlement (UE) n° 1304/2013** du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil.
- **Décret n°2016-279 du 8 mars 2016** fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020.
- **Arrêté du 8 mars 2016** pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- **Arrêté du 1er avril 2016** relatif à la forfaitisation des dépenses indirectes des opérations recevant une participation du Fonds social européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes au titre des programmes opérationnels nationaux ou régionaux mobilisant des crédits FSE et IEJ

Tous les gestionnaires et tous les bénéficiaires doivent se référer à ces règlements européens.

#### 3.1.2. Architecture de gestion

Le choix d'architecture pour la mise en œuvre de l'IEJ en France est le suivant : 35% de l'enveloppe de l'IEJ est géré par les régions dans le cadre de leur programme inter-fonds FEDER-FSE, à l'exception de la Réunion, de Mayotte et de la Guyane, notamment pour financer des actions dans le

domaine de l'entrepreneuriat et de l'apprentissage. Le volet déconcentré du PO national est confié au Préfet de région, en qualité d'autorité de gestion déléguée.

La mise en œuvre de l'IEJ au titre du présent appel à projets respecte la répartition des compétences entre le programme opérationnel national FSE Emploi-Inclusion et le programme opérationnel régional FEDER/FSE ainsi que l'accord régional sur les lignes de partage entre le programme opérationnel national FSE 2014-2020 « Emploi Inclusion » et le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020 du 17 février 2015.

### ***3.2.Règles communes de sélection et d'éligibilité des opérations***

Les critères de sélection présentés visent les crédits du volet déconcentré en Ile-de-France du programme opérationnel national IEJ 2014-2015 dont l'autorité de gestion déléguée a la responsabilité sur le périmètre du département de la Seine-Saint-Denis, sans possibilité de délégation.

Ces critères de sélection s'inscrivent dans le cadre du diagnostic national. Ils respectent les critères nationaux et les éléments de concentration du programme opérationnel IEJ. Ils sont cohérents également avec le diagnostic territorial et s'inscrivent dans le cadre de la stratégie régionale qui s'appuie sur le contrat de projet Etat Région, le plan d'égalité d'accès à l'emploi et dans le travail, les plans d'actions régionaux ainsi que le projet d'action stratégique de l'Etat en région Ile-de-France, et en particulier son axe relatif à l'émergence de la métropole du 21<sup>e</sup> siècle et la construction du Nouveau Grand Paris.

La définition de ces critères régionaux a pour objectif de financer certains projets et d'en exclure d'autres dont la valeur ajoutée n'apparaîtrait pas suffisante eu égard aux objectifs du programme opérationnel IEJ.

**Le cadre régional repose sur les principes suivants :**

- Respect des règlements européens et de la réglementation nationale ;
- Respect des critères nationaux et des instructions nationales sur l'éligibilité et la temporalité des projets.

#### **3.2.1. Sélection des opérations**

Les **opérations sélectionnées** doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le présent appel à projets. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin.

Les actions financées doivent bénéficier directement aux jeunes, ce qui **exclut tout financement de postes et de structures**.

L'analyse de l'opération se fait selon les critères suivants:

- **Temporalité des projets** qui doivent être appréciés au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions proposées (viabilité du calendrier de réalisation) ;
- Vérification de **l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus** (viabilité du calendrier, capacités opérationnelles et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la **faisabilité** de l'opération ;

- **Capacité financière** de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FSE ;
- **Capacité** de l'opérateur à **mettre en œuvre les moyens nécessaires**, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE ;
- Capacité d'anticipation de l'opérateur aux obligations communautaires en termes de **publicité** ;
- Prise en compte des **principes horizontaux** du programme opérationnel national FSE : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.
- Adaptation des modalités d'action au degré d'éloignement du marché du travail

Les **opérations privilégiées** sont celles qui présentent une valeur ajoutée et qui répondent aux exigences suivantes :

L'augmentation du nombre de jeunes bénéficiant d'un accompagnement renforcé ;  
 Le développement d'actions de remédiation ;  
 L'augmentation du recours aux mises en situation en milieu professionnel ;  
 Le caractère collectif, structurant, innovant et transférable du projet ;  
 L'effet levier pour l'emploi ;  
 Le caractère anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques ;  
 La simplicité de mise en œuvre ;  
 La qualité des partenariats mis en place sur le territoire

Ces éléments doivent être détaillés dans la demande de subvention.

### 3.2.2. Eligibilité des opérations

#### Eligibilité des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

Sont prises en compte les dépenses conformément à l'article 65 du règlement UE n°1303/2013 du 17 décembre 2013 et à l'article 13 du règlement UE n°1304/2013 du 17 décembre 2013 applicables aux Fonds structurels et d'investissement européens (« Fonds ESI ») ainsi que les dispositions spécifiques nationales, notamment le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 dit « décret d'éligibilité des dépenses » et l'arrêté d'application du 8 mars 2016.

- Elles sont **liées et nécessaires à la réalisation de l'opération** sélectionnée et sont **supportées comptablement par l'organisme** (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être **justifiées par des pièces probantes** à l'exception des forfaits. L'utilisation d'options de coûts simplifiés permet de recourir aux forfaits sans qu'une étude préalable soit nécessaire pour justifier que le forfait est juste, équitable et vérifiable ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'est pas **matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement** au titre du programme **soit soumise par le bénéficiaire** à l'autorité de gestion

conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;

- Elles sont **engagées, réalisées et acquittées** selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;
- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par le règlement général, le règlement FSE, le règlement FEDER, le règlement FEADER lorsque des synergies inter fonds sont mises en œuvre.

#### **Pour l'IEJ, les conditions particulières suivantes s'appliquent**

- Les dépenses réalisées pour les projets répondant à cet appel à projets **doivent bénéficier directement aux participants NEET**. Dans ce cadre, toutes les pièces justificatives permettant d'établir la corrélation directe entre l'accompagnement mis en œuvre et le participant devront être produites. Il convient de se référer à l'annexe « **Cofinancements FSE/IEJ : Liste des pièces justificatives à produire** » pour plus de détails.

#### **Éligibilité temporelle des dépenses**

Les opérations sont également sélectionnées en fonction de leur temporalité.

Toutes les règles de gestion et de justification quant à la mobilisation du FSE et de l'IEJ sur la période 2014-2015 doivent être respectées pour que les dépenses puissent être prises en compte.

- Le principe de l'éligibilité temporelle des dépenses au titre de l'IEJ est fixé par les paragraphes 2 et 3 de l'article 65 du règlement UE n°1303/2013 du 17 décembre 2013 ;
- En Ile-de-France, une dépense est éligible à l'IEJ si elle a été engagée à compter du 1er janvier 2014 et acquittée avant le 31 mars 2018, et à condition qu'un dossier de demande complet ait été reçu avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

#### **Critères d'éligibilité relatifs aux dépenses directes de personnel et de fonctionnement**

Dans un objectif de simplification de l'étape de contrôle de service fait (CSF), l'autorité de gestion déléguée en Île-de-France retient les principes et critères qui seront appliqués au stade de l'instruction des dossiers.

##### **• Dépenses directes de personnel**

#### **Inéligibilité des fonctions « supports » au sein du poste de dépenses directes de personnel.**

Les salaires des employés exclusivement affectés à des fonctions « supports » (assistant, secrétaire, comptable, directeur non mobilisé sur la mise en œuvre opérationnelle de l'opération,...) sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de personnel et doivent être qualifiés de dépenses indirectes de fonctionnement, couvertes par la forfaitisation.

#### **Pour les salariés partiellement affectés à l'opération FSE, les taux d'affectation ne doivent pas être inférieurs à 10%.**

Les salariés mobilisés partiellement sur l'opération FSE avec un taux d'affectation n'excédant pas 10% sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de fonctionnement et doivent être qualifiés de dépenses indirectes de fonctionnement, couvertes par la forfaitisation.

- **Dépenses directes de fonctionnement**

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet IEJ. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement.

Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE-IEJ.

- **Plafond de prise en charge des rémunérations dans le coût total du projet cofinancé par l'IEJ et abondé par le FSE**

L'objectif est de concentrer le cofinancement du FSE et de l'IEJ sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

C'est pourquoi le plafond maximum de rémunération est, en conservant comme référence pour fixer ce plafond un niveau de salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne). Sur cette base, et pour tenir compte du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (soit 1,6%), le plafond de salaire pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre de l'IEJ abondé du FSE est fixé à 122 800 € de salaire annuel brut chargé en 2013.

Ce plafond concerne, en fait, les rémunérations des dirigeants des structures portant les projets, pris en compte pour définir le cofinancement du projet au titre des fonds communautaires IEJ et FSE. Bien entendu, les structures concernées demeurent libres de fixer des rémunérations comme elles le souhaitent, mais les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant IEJ et FSE.

### **3.2.3. Réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires**

La **forfaitisation des coûts** évite à un bénéficiaire de devoir justifier les dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc.), ce qui permet de diminuer la charge administrative du bénéficiaire liée aux différents niveaux de contrôle.

En particulier, la forfaitisation des coûts indirects a permis de diminuer non seulement le volume des pièces comptables contrôlées mais aussi de **sécuriser ce type de dépenses**.

En effet, les règlements communautaires introduisent plusieurs nouveaux outils et procédures permettant de recourir aux forfaits sans qu'une étude préalable (qui représente un frein à la mise en place de tels systèmes) soit nécessaire pour justifier que le forfait est juste, équitable et vérifiable.

La réglementation communautaire introduit également deux nouveaux taux forfaitaires ne nécessitant pas une justification préalable dans le cadre d'une étude. Les trois forfaits correspondent donc à :

- Soit un taux de 15 % maximum appliqué aux dépenses directes de personnel pour calculer un forfait de coûts indirects ;



- Soit un taux de 40 % maximum appliqué aux dépenses directes de personnel pour calculer un forfait correspondant aux autres coûts de l'opération ;
- Soit un taux de 20 % appliqué aux dépenses directes de fonctionnement (hors dépenses directes de prestations) pour calculer un forfait de coûts indirects pour des opérations de moins de 500 000€ de coût total éligible par an ;

### ***3.3. Critères de sélection spécifiques à tous les projets relevant de l'autorité de gestion déléguée***

#### **3.3.1. Période de réalisation**

La période de réalisation ne peut être ni inférieure à 12 mois, ni supérieure à 24 mois.

La date limite du début des actions est fixée au 1er janvier 2016. La date limite de réalisation des opérations est fixée au 31 décembre 2017.

Dans le cas d'opérations ayant déjà débuté, le service instructeur sera vigilant lors de l'instruction pour vérifier que le porteur de projet a la capacité de respecter les exigences d'un cofinancement FSE-IEJ, notamment en ce qui concerne le suivi des participants et l'éligibilité du public.

#### **3.3.2. Montant de la subvention FSE+IEJ**

Les crédits IEJ sont mobilisables à hauteur de 46% maximum du coût total éligible (CTE) de l'action. Ils supposent une mobilisation des crédits FSE à due concurrence.

**Le taux d'intervention maximum (IEJ +FSE) est donc de 92% du coût total éligible.**

La contrepartie nationale est fixée à 8% minimum du coût total éligible de l'action.

Le taux d'intervention minimum FSE+IEJ est fixé à 60%

**Les projets déposés ne peuvent être d'un coût total éligible inférieur à 200 000€. Il n'y a pas de seuil minimum par tranche annuelle.**

Aucun projet n'est sélectionné en dessous de 120 000€ de subvention FSE+IEJ sollicitée.

Exemple :

Pour un projet de 12 mois du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 avec un coût total éligible de 200 000€, la répartition est la suivante :

- 92 000 € de crédits IEJ au maximum, soit 46 % du CTE / 60 000 € d'IEJ au minimum, soit 30% du CTE
- 92 000 € de crédits FSE au maximum, soit 46 % du CTE / 60 000 € de FSE au minimum, soit 30% du CTE
- 16 000 € de contreparties nationales au minimum, soit 8% du CTE / 80 000 € de contreparties nationales au maximum, soit 40% du CTE

A retenir :

- CTE minimum de 200 000€
- Taux d'intervention FSE+IEJ maximum de 92%
- Taux d'intervention FSE+IEJ minimum de 60%
- Pas de seuil par tranche annuelle

Cette règle s'explique, d'une part, par la nécessité de favoriser le montage de projets structurants et de grande ampleur, et, d'autre part, par le rapport coûts/avantages de l'apport de l'IEJ et du FSE dans les actions. Elle se justifie en outre au regard des frais de gestion occasionnés à la structure et à l'autorité de gestion déléguée.

Le volume de l'aide et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par l'IEJ au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits et de ne pas imposer des charges significatives de gestion de dossier et de suivi de l'opération lorsque celle-ci est de très petite dimension.

### **3.3.3. Nature des dépenses éligibles**

Sont prises en compte les dépenses conformes à l'article 65 du règlement UE n°1303/2013 du 17 décembre 2013 et au décret fixant le cadre juridique national applicable aux Fonds structurels et d'investissement européens (« Fonds ESI »).

Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.

### **3.4.Principes horizontaux**

Les projets présentés seront analysés au regard de leur impact sur les principes horizontaux transversaux du programme opérationnel national :

- Développement durable (volet environnemental) ;
- Egalité des chances et non-discrimination ;
- Egalité entre les femmes et les hommes.

## 4. DEPOT DES DEMANDES DE CONCOURS

### *4.1. Une plateforme unique de dépôt en ligne : Ma démarche FSE*

Un dossier complet de demande d'une subvention du FSE doit être saisi et validé dans l'outil [https://ma-demarche-fse.fr/si\\_fse/servlet/login.html](https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html) avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Il doit avoir été déposé et transmis, avant la date butoir de réponse fixée dans la rubrique *calendrier* du présent document.

Remarque : Tous les éléments de cadrage de la DGEFP portant sur la mise en œuvre du PO national IEJ (guides, questions/réponses, orientations, ...) seront systématiquement mis en lignes sur le nouveau site inter fonds [www.europeidf.fr](http://www.europeidf.fr). Les porteurs de projets et les gestionnaires sont invités à consulter régulièrement ce site.

Les guides d'utilisation de Ma démarche FSE et des outils sont également mis à disposition des porteurs de projet sur le site [www.ma-demarche-fse.fr](http://www.ma-demarche-fse.fr).

Par ailleurs, l'autorité de gestion déléguée mettra à la disposition des porteurs de projets franciliens, en les mettant en ligne sur le site [www.europeidf.fr](http://www.europeidf.fr), tout document type utile à la gestion de leur projet.

La dématérialisation des processus de gestion doit permettre de limiter les délais de traitement et l'archivage papier pour les bénéficiaires.

L'application « Ma démarche FSE » aide ainsi les bénéficiaires à chaque étape du renseignement des demandes de subvention FSE et des bilans d'exécutions (points de contrôle automatiques, étapes de saisie masquées en fonction de la nature de l'opération, conseils au bénéficiaire permettant d'anticiper d'éventuels échanges avec le gestionnaire). Par ailleurs, « Ma démarche FSE » sera interopérable avec SYNERGIE, le système d'information agréant toutes les informations nécessaires pour le suivi de l'ensemble des programmes FEDER/FSE.

La dématérialisation doit également permettre de limiter le volume des pièces pour lesquelles un archivage papier demeure nécessaire. Ainsi, l'ensemble des pièces ne donnant pas lieu à une signature du bénéficiaire et/ou du gestionnaire peut être conservé seulement dans l'application sans qu'il soit nécessaire d'en archiver un exemplaire papier.

Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet IEJ à terme.

Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du ou des bilan(s) intermédiaire(s) annuel(s) et/ou du bilan final.

A défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées par les instructions de la DGEFP dans le cadre du PO IEJ 2014 -2015.

## **4.2. Accompagnement dans le dépôt du projet**

Le Département du FSE de la DIRECCTE Ile-de-France propose aux porteurs de projet qui le souhaitent d'être accompagné dans le dépôt d'un dossier de demande de subvention sur la plateforme en ligne Ma démarche FSE.

- Avant de commencer la saisie de votre dossier dans Ma démarche FSE, vous pouvez compléter la fiche synthétique projet disponible en annexe et la transmettre au département du FSE de la DIRECCTE Ile-de-France ([idf.departement-fse@direccte.gouv.fr](mailto:idf.departement-fse@direccte.gouv.fr)). Le service gestionnaire pourra alors vous indiquer si votre projet semble répondre ou non aux critères de sélection de l'appel à projets et aux lignes de partage régionales pour la mise en œuvre de l'IEJ en Seine-Saint-Denis.

**ATTENTION :** Cette fiche ne se substitue pas à la demande de subvention qui devra être déposée sur Ma démarche FSE avant la date de clôture de l'appel à projets. L'avis rendu par le service gestionnaire ne vaut pas instruction et ne préjuge pas des suites données à votre demande de subvention.

- Le Département du FSE est susceptible d'organiser pendant la campagne d'appel à projets un atelier d'aide au montage de projet. Si vous êtes intéressé, vous êtes invité à vous manifester auprès du Département du FSE de la DIRECCTE Ile-de-France ([idf.departement-fse@direccte.gouv.fr](mailto:idf.departement-fse@direccte.gouv.fr)). La date sera fixée ultérieurement et communiquée aux structures intéressées.
- Un RDV avec le service gestionnaire pourra être organisé si besoin avant le dépôt de la demande de subvention.

## **4.3. Calendrier**

La date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention est fixée au 16 septembre 2016.

Pour fluidifier l'instruction des demandes de subvention, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible (selon les modalités fixées par l'application « Ma démarche FSE »), sans attendre la date butoir. Les délais de dépôt des demandes en ligne dans « Ma démarche FSE » doivent être respectés. Aucune demande de subvention n'est recevable après cette date.

## **4.4. Contacts**

Les demandes de concours sont instruites par le Service des Projets régionaux du Département du Fonds social européen (FSE) de la DIRECCTE d'Ile-de-France situé 19 rue Madeleine Vionnet 93300 AUBERVILLIERS.

## Annexes

Annexe 1 - Indicateurs de résultats et suivi des participants

Annexe 2 - Questionnaire d'aide au recueil des données à l'entrée des participants

Annexe 3 - Obligations de publicité

Annexe 4 - Fiche *Cumul des cofinancements IEJ*<sup>2</sup>

Annexe 5 - Fiche *Cofinancements FSE-IEJ : liste des pièces justificatives à produire*<sup>3</sup>

Annexe 6 – Fiche synthétique projet

---

<sup>2</sup> Fiche transmise dans le FIE du 4 mars 2016

<sup>3</sup> Fiche transmise dans le FIE du 4 mars 2016